

**NOTE D'INFORMATION N°3
Au Bureau de la Communauté
En séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET : Mise en place d'une convention de partenariat au titre d'une coopération public-public avec l'INSEE réunion.

Contexte

La CINOR a adopté en 2021 son projet de mandature intitulé « Cinor 2030- terre d'avenir » et ambitionne sur la décennie à venir, de construire et transformer son territoire pour accompagner la transition écologique de la société réunionnaise.

Notre établissement agit chaque jour sur des domaines de compétences variées qui vont de la collecte des déchets à la gestion des mobilités, au développement économique et à l'aménagement du territoire. Nos actions portent sur une planification globale du territoire pour inscrire et accompagner son développement.

Pour les conduire missions nous avons besoin de mobiliser des moyens d'observations et d'analyses statistiques permettant de projeter le territoire au travers, de schémas stratégiques de moyens et de longs termes dans divers domaines et pour installer des politiques publiques ciblées en faveur de tous les publics, des plus jeunes au plus âgés.

L'INSEE - Institut national de la statistique et des études économiques collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises.

Ses missions servent à éclairer le débat économique et social. Elles sont conduites sur plusieurs fronts qui le conduit à collecter et produire les données, analyser les chiffres, diffuser les statistiques et les études, coordonner le système statistique public mais aussi à enseigner et développer la recherche tout en contribuant à l'édification d'un espace statistique international.

Des besoins

A l'heure où notre établissement a engagé la révision de son Schéma de Cohérence Territorial, et qu'il doit faire face à l'évolution des approches pour réduire sa consommation d'espace et intégrer les problématiques découlant des dispositions de la loi n° 2021-1104 du 22 Août 2021, dite Climat et Résilience, il importe de disposer des données fiables.

Alors que plusieurs facteurs bouleversent l'environnement dans lequel évolue la statistique publique : big data, open data, recours intensifié aux sources administratives...

Nous devons faire face à la quantité et à la variété de données librement accessibles et contrôler le risque d'erreur d'interprétation lié à leur abondance. Toutefois l'exigence de fluidité des échanges de données et l'accès aux sources administratives nous oblige.

Aussi un accompagnement est nécessaire, si l'on veut bénéficier de statistiques publiques assorties de commentaires et d'analyses adaptées.

Par ailleurs la maîtrise des dépenses publiques est désormais devenue une nécessité et les politiques publiques, souvent de plus en plus ciblées, sont soumises à un impératif d'efficacité.

Il apparaît dès lors opportun d'attendre de la statistique publique des mesures et des analyses susceptibles d'éclairer les effets des politiques sur les populations installées sur notre territoire, afin d'en améliorer la cohérence et l'efficacité.

C'est pourquoi, il est envisagé de mettre en place une convention de partenariat public-public avec l'INSEE.

Un projet de convention cadre a été établi et est joint à la présente.

Il n'a pas de dimension financière à ce stade, car les interventions des services de l'INSEE sont attendus au titre du service public. Toutefois sa structure autorise des interventions de la part de cet institut sur le champ concurrentiel et pourrait conduire à organiser des missions spécifiques sur des sujets particuliers.

Dans ce cas, il pourra revêtir une dimension financière qui sera soumis préalablement à son engagement à l'approbation de nos instances.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

